

11 AVRIL 2015

RENCONTRES NATIONALES

« En associant leurs parents,
tous les enfants peuvent réussir »



À L'UNIVERSITÉ PARIS 8

Ce livret reprend de manière synthétique les éléments essentiels de ce que nous avons appris au cours de cette action recherche. Vous pouvez retrouver toutes les productions du chantier sur le blog : www.en-associant-les-parents.org

Sommaire

P 2	:	Les constats de départ
P 3	:	Nos convictions
P 4	:	Le projet et sa méthode
P 5 à 6	:	Le projet pas à pas
P 7 à 10	:	Ce que l'on a appris du côté des parents
P 10 à 13	:	Ce que l'on a appris du côté des professionnels
P 14	:	Ce que l'on a appris du côté des institutions
P 15	:	Ce qui a et ce qui doit changer
P 16	:	Les sites et les associations

Les constats de départ

Fortement implantées au cœur de la société, de l'école, au plus près des territoires et des populations en difficultés, plusieurs associations* partagent les mêmes indignations :

- Les inégalités scolaires dont sont victimes les enfants et des jeunes issus des milieux populaires s'aggravent.
- Les parents, et en particulier ceux qui vivent dans la précarité et la pauvreté, sont trop souvent l'objet de discriminations, considérés comme démissionnaires, voire inaptes.
- Malgré le fait que les politiques publiques rappellent sans cesse que l'implication des familles, et en particulier les plus éloignées, est une priorité, la mise en œuvre d'une véritable éducation partagée reste à construire.

* **ATD Quart Monde, IRDSU, Prisme, FCSF, FCPE, FGPEP et ACEPP** (voir détail p 16)

Nos convictions

Conviction n°1 : « Il faut tout un village pour éduquer un enfant »

Ce proverbe africain porte une réalité universelle. En développant l'implication des parents, une dynamique positive réunissant tous les acteurs – parents, professionnels, élus... – favorisera la réussite de tous les enfants sur un territoire. Les inégalités pourront ainsi cesser de se perpétuer tout au long du parcours éducatif.

Conviction n°2 : Tous les enfants peuvent réussir... tous les parents aussi

La fatalité de l'échec scolaire n'existe pas, ni pour les enfants, ni pour leurs parents. Les parents sont tous capables de participer à la construction d'un projet éducatif sur leur territoire. Non seulement ils peuvent être partie prenante des actions à destination de leurs enfants, mais plus encore, ils peuvent co-construire les dispositifs.

Conviction n°3 : La réussite des enfants fédère les parents

Même en grande précarité, tous les parents aspirent à la réussite de leurs enfants pour qu'ils ne revivent pas les mêmes échecs, les mêmes situations d'exclusion qu'ils ont eux-mêmes connues. La réussite des enfants est un moteur pour associer tous les parents.

Conviction n°4 : L'implication de tous nécessite le respect de chacun

Familles, bénévoles et professionnels ne peuvent se sentir acteurs de la coéducation des enfants qu'à condition que leurs spécificités soient respectées, articulées dans une logique de complémentarité. L'efficacité même de l'action dépend de la diversité des rencontres et des familles impliquées. Mais, associer les familles pauvres suppose de réfléchir à des formes d'accompagnement qui mettent en valeur leurs savoirs et leurs apports.

Conviction n°5 : Mieux se connaître permet de mieux vivre ensemble

Qualifier tous les acteurs en associant toutes les composantes est indispensable pour mettre en œuvre l'éducation partagée. Ainsi, parents, bénévoles, élus, professionnels ont besoin de se reconnaître, se former et agir ensemble.

Cette conviction rejoint celles portées par l'éducation populaire et le développement social local. L'inscription des questions éducatives dans des espaces collectifs permet la rencontre, le débat de toutes les familles, y compris les plus pauvres.

Le projet et sa méthode

Trouver les moyens de reconquérir l'école

De 2010 à 2014, 21 territoires ont mené un travail d'action/recherche considérable. Sous l'appellation « **En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir** », des expérimentations visant à impliquer tous les parents dans des démarches éducatives locales ont été menées par des parents, des acteurs associatifs, des collectivités locales et des établissements scolaires. L'objectif : créer les conditions permettant aux familles, en particulier les plus éloignées de l'école, de conquérir un pouvoir d'agir dans l'action éducative sur un territoire, pour leurs enfants et pour tous les enfants.

Lever les freins à l'action

Pendant cinq ans, les groupes ainsi mobilisés ont cherché à identifier les freins pour mieux identifier les moyens de les lever. Parmi ces freins, citons notamment la difficulté de l'Éducation Nationale à s'ouvrir et à accueillir des acteurs éducatifs non scolaires, mais aussi la méfiance des familles pauvres vis-à-vis des institutions et les difficultés de la société à nommer la pauvreté, à en parler sans jugement.

Se former et innover ensemble

Des réflexions autour de ces freins et des moyens de les dépasser ont été menées au travers du partage de savoirs et d'expériences entre les différents acteurs réunis : parents, réseaux associatifs et représentants de l'Éducation Nationale.

Pour installer une confiance entre les parents et les professionnels, il fallait déjà que les parents gagnent en confiance en eux mêmes, puis se sentent à l'aise entre eux. C'est pourquoi des **groupes de pairs** ont été mis en place, favorisant la confiance en soi et l'ouverture d'un dialogue pour réfléchir ensemble. Des projets innovants ont ensuite été conduits pour tester de nouvelles modalités de participation dans les 21 territoires concernés.

Entre 2010 et 2014, des **séminaires annuels** ont formé les temps forts du chantier, réunissant les porteurs de projet locaux, les participants aux expérimentations locales (professionnels dont les représentants de l'Éducation Nationale, les responsables associatifs, les élus locaux, les parents et les chercheurs) et de l'équipe projet nationale.

Co-construit par l'équipe projet et le site recevant la rencontre, chaque séminaire était un espace de dialogue et d'entraide construit pour relever collectivement le défi de l'implication des parents. Plusieurs co formations ont été organisées pour les professionnels des sites, favorisant une modification des représentations et postures vis à vis des parents les plus éloignés de l'école.

Le projet, étapes par étapes

2006-2009 : lancement de la démarche

L'Inter-réseau des professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU) et ATD Quart Monde lancent l'initiative du projet. Ils sont très rapidement rejoints dans l'animation de ce chantier par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), la Fédération des pupilles de l'enseignement public (PEP), l'association Promotion des initiatives sociales en milieux éducatifs (PRISME), la Mission régionale d'information sur l'exclusion Rhône Alpes (MRIE) et l'Association des collectifs, enfants, parents, professionnels (ACEPP).

Des réflexions sont lancées autour des moyens de repenser la relation aux familles, les postures professionnelles, la prise d'initiative des parents, leur émancipation... Le croisement des savoirs et les connaissances construites ensemble font évoluer les pratiques et les regards de chacun.

L'action-recherche est lancée, portée par 21 territoires soutenus par les 7 réseaux associatifs impliqués dès le début. Ensemble, ils identifient des expérimentations à mener pour tester de nouvelles démarches éducatives, de nouvelles façons de faire. Chaque site fait le choix d'un projet à mener. Pour les accompagner dans cette démarche, certains sites s'entourent de chercheurs qui apportent un regard extérieur, mais aussi les méthodes et outils propres à la démarche d'action-recherche.

Les sites se voient proposer de participer à une co formation entre professionnels et parents en grande pauvreté (hors sites – militants d'ATD) animées par l'ENACT et ATD Quart-Monde à Angers dans le but d'amorcer un travail sur le changement des représentations pour aller vers une réelle coopération avec les parents les plus pauvres de leur territoire.

Septembre 2010 : le séminaire fondateur

À **Créteil**, les 21 sites partenaires du projet ont pu se rencontrer : professionnels, élus et parents. Impliqués dès l'organisation, l'équipe projet a pu expérimenter le « faire ensemble », renforçant ainsi l'esprit coopératif du groupe. La mise en réseau des différents acteurs est en marche. Des parents des universités populaires de parents et des AEF ont permis de rencontrer d'autres parents engagés pour la réussite des enfants.

Mars 2011 : un séminaire sur les représentations

À **Nantes**, le deuxième séminaire est organisé sur le thème : « croiser nos représentations sur les relations École/familles ». Utilisant des méthodologies nouvelles telles que les échanges entre groupe de pairs ou l'analyse collective de problématiques locales, ce séminaire s'articule autour de 3 objectifs :

- Prendre le temps de la rencontre et favoriser l'émergence de la parole individuelle et collective
- Apporter et construire des éclairages théoriques et méthodologiques sur le thème des relations avec l'École
- Permettre l'appropriation par tous du séminaire comme espace de co-construction de la démarche d'action-recherche-formation

Entre le séminaire de Créteil et celui de Nantes, des évolutions sont déjà visibles quant à la place des parents, notamment grâce au travail par groupe de pairs.

Avril 2012 : le tournant du chantier

À **Poitiers**, le troisième séminaire pose la question suivante : où en est-on aujourd'hui de la participation des parents au sein du projet ? En la matière, les enseignements du chantier traduisent de fortes attentes d'évolution de la société. Elles renforcent la dimension politique du projet auprès des élus, de l'École et de l'Éducation Nationale, des associations locales et nationales qui participent au chantier. Le projet s'affirme comme une combinaison entre l'éducatif et la dimension citoyenne, interrogeant le monde politique.

Avril 2013 : la première formalisation des acquis

Le quatrième séminaire se déroule à **Tourcoing** avec pour objectif de produire un document sur les acquis, co-construit et validé par tous. L'ambition est également de lancer une dynamique de capitalisation, une méthodologie commune prolongée au-delà du séminaire. Un premier document présentant les huit principaux enseignements du chantier est produit et un texte est mis en chantier qui aura du mal à se construire.

Mai 2014 : la préparation du bilan

Le cinquième séminaire de **Brest** réunit l'équipe projet et les sites une dernière fois avant la restitution, prévue pour novembre 2014. Il s'agit de finaliser le document réalisé à Tourcoing en expérimentant de nouvelles modalités de participation des différents acteurs. Dans un contexte d'élections municipales, priorité est donnée à l'intégration des élus à la démarche. Une bonne partie du séminaire sera filmée qui donnera lieu à des vidéos.

Novembre 2014 : la restitution d'étape entre acteurs du chantier

Le 15 novembre 2014 à Paris se réunissent à **Paris** une centaine des acteurs du chantier et quelques nouveaux partenaires pour participer à une restitution d'étape qui enclenche la préparation du 11 avril, de la fin du chantier, mais également des pistes pour la suite.

11 avril 2015 : La restitution finale pour essayer

Nous restituons à **Saint Denis** ce que nous avons appris au cours de ces cinq années et nous amorçons la suite en élargissant le groupe...vers 1000 et un quartiers mobilisés pour la réussite de tous les enfants à la rentrée ?

Ce que l'on a appris du côté des parents

Mobiliser les parents implique de respecter plusieurs grands principes :

Prendre le temps de dénouer les freins intérieurs : Certains parents se tiennent à distance de l'école et des autres structures éducatives pour des raisons qui touchent à leur histoire personnelle. Des souvenirs d'école liés à la souffrance et à l'échec sont encore très présents dans leur mémoire. Parfois, ce n'est pas directement l'école qui les a blessés, mais des paroles malheureuses formulées par leur famille. Souvent, ils ne se croient pas capables de contribuer à la réussite de leur enfant.

Paroles de parents : « À l'école, j'ai toujours eu des notes catastrophiques. On m'a traitée de ratée. J'ai eu un blocage qui m'a suivi toute ma vie. Encore aujourd'hui, je le ressens. »

« Ma mère m'a dit que je serai toujours la reine des nulles. »

Les échecs successifs vécus par les parents laissent des traces profondes. Seul un travail dans la durée peut contribuer à leur redonner confiance en eux, confiance aux autres – par exemple, aux enseignants –, confiance dans leur pouvoir d'agir pour la réussite de leur enfant.

Aller vers les parents qui n'osent pas faire le premier pas : Pour certains parents, aller vers professionnels ou rejoindre un groupe de parents est très difficile, voire insurmontable. Si un parent ou un professionnel en qui ils ont confiance les rejoint là où ils se trouvent, le lien avec le groupe pourra s'établir plus facilement.

Exemple d'action : À Maurepas, une mère affirmait que les réunions « n'étaient pas pour elle ». Pendant un an, les professionnels sont allés à sa rencontre et lui ont donné des nouvelles de chaque réunion. Elle est finalement venue au café des parents et elle avait apporté des crêpes.

Parole de délégué de parents d'élèves : « Plusieurs parents viennent me voir pour exprimer leur peur d'être délégué, de parler en public, surtout quand ils ont des difficultés à s'exprimer en Français. Je leur répond que personne ne les jugera, que je serai là pour les aider, pour retranscrire leurs idées. Ça les rassure. »

Accorder une écoute égale à tous, sans porter de jugement : Les institutions portent souvent un jugement négatif sur les parents en situation précaire. Le changement de regard des professionnels est très important pour des parents souvent confrontés à des sentiments de honte et de culpabilité qui les empêchent d'agir et de s'exprimer, de peur d'être jugés.

Paroles de parents : « Nous voulons pouvoir parler de ce que l'on vit, de nos soucis avec l'éducation de nos enfants, sans être jugés. Ne pas se sentir regardés comme un mauvais parent. »

« J'ai participé à une animation dans la classe de ma fille. C'était formidable ; ma fille était fière de moi et la maîtresse m'a regardée autrement. Même moi, j'ai été surprise, j'ai vu ma fille et sa maîtresse autrement. »

« J'ai appris à mieux connaître le fonctionnement des professionnels et des institutions. Ça m'a donné le droit de les interroger ou de les remettre en cause. »

Accueillir les parents en reconnaissant leurs compétences et leur rôle : Trop souvent, les professionnels se considèrent comme les seuls capables d'assumer véritablement le rôle d'éducateur.

Exemple d'action : Sur le site de Flers-Alençon, les professionnels ont été intéressés par les productions des parents réalisées dans le cadre des ateliers d'écriture. Ils en ont tirés des enseignements qui leur ont donné envie de mieux travailler avec les parents.

Accepter les différences, les controverses, les frottements : Agir ensemble ne signifie pas être d'accord sur tout, tout le temps. Il est nécessaire d'identifier les désaccords, de les poser clairement, dans le respect des personnes, pour pouvoir les dépasser.

Réunir les meilleures conditions possibles pour favoriser l'échange : Il est essentiel de prendre en compte les contraintes matérielles et familiales des parents pour faciliter leur participation. Concrètement, il s'agit d'organiser un mode de garde pour les enfants, de définir des horaires adaptés... Les espaces doivent aussi permettre à chacun de se sentir bien, accueilli dans un lieu qui facilite l'échange.

Il est également important de définir un objectif concret de réalisation à faire ensemble en partant des expériences personnelles des familles, mais aussi de rassembler parents et enfants autour de réussites qui produisent de la fierté. Enfin, il est essentiel de laisser chacun entrer dans le groupe, dans le projet en intégrant les nouveaux sans pour autant décourager les anciens en leur donnant l'impression de revivre toujours la même réunion.

Dépasser le simple « tour de table » pour un travail collectif de qualité : Le travail collectif nécessite du soin, des rituels et de la convivialité. Pour une mise en mouvement collective réussie, quelques règles doivent être suivies :

- Partir des personnes elles-mêmes, de leurs témoignages, de leurs intérêts,
- Réaliser des productions de qualité qui engendrent de la fierté (ex : un CD Rom sur le site de Flers),
- Attribuer l'animation des collectifs aux professionnels reconnus par les parents,
- Rendre intelligible le chemin parcouru ensemble, renforcer la reconnaissance de chacun,
- Donner de l'importance à l'écrit comme un moyen de parler de soi mais aussi de construire un propos collectif.

Ce que ça change du côté des parents

Des parents plus confiants : Grâce à la réunion par groupes de pairs, les parents ont pu se rendre compte qu'ils partageaient les mêmes craintes, les mêmes incompréhensions vis-à-vis notamment du corps enseignant.

Se sentant ainsi moins seuls, les parents se sont forgés une identité collective positive. Les parents n'agissant plus pour eux-mêmes mais au nom d'un groupe, les conditions de la rencontre, de la coopération avec d'autres comme des professionnels ou des élus ont pu être réunies.

Paroles de parents : « On sort grandi d'avoir partagé ses problèmes. Avec les autres, je peux faire quelque chose pour ce que ça change. »

« Ca a permis, au bout d'un an et demi, à une maman d'oser interrompre un professeur qui parle du « cursus » de sa fille, mot qu'elle ne comprenait pas. Jusqu'à présent, elle faisait comme si elle comprenait en faisant mine d'approuver. »

« J'ai compris que toute cette confiance n'est possible que s'il existe des espaces de réflexion, d'échanges sur les questions d'éducation. »

Des parents mobilisés et mobilisateurs : Dans certains sites, des parents sont devenus des parents relais, d'autres ont pris des responsabilités : président de la Maison pour Tous, délégués de parents à l'école... Les parents qui assumaient déjà ce rôle de médiateur ont gagné en légitimité en participant au chantier.

Ceux qui tenaient un rôle informel dans le quartier, la structure ou la ville ont vu leur place confortée et légitimée. Par ailleurs, la mobilisation des parents sur les sites a permis de

multiplier des initiatives souvent prises par les parents dans d'autres lieux que l'association. Par exemple, le site de Poitiers (centre social des 3 cités) a pu témoigner de cette dynamique d'essaimage dont les parents sont à l'origine.

Extrait du rapport de Labers UBO-Brest : « La participation au chantier des parents dans les sites augmente le pouvoir d'agir dans le rapport aux autres (habitants du quartier ou parents rencontrés) avec qui on s'autorise davantage à entrer en lien. Elle augmente aussi le pouvoir d'agir auprès des institutions, dans la possibilité de négocier, d'interroger pour le collectif qu'on représente, d'interpeller les élus sur les besoins d'une structure »

Des parents formés à de nouvelles compétences éducatives : Il est difficile de mesurer les impacts du chantier sur la réussite des enfants. Cependant, de nombreux témoignages de parents traduisent des effets positifs sur les relations à leur enfant. Grâce au projet, certains parents ont pu se mettre à distance de leur propre situation, endiguer parfois leur colère par une meilleure compréhension de ce qui se joue pour leur enfant, puis entrer en dialogue avec les autres éducateurs de leur enfant. La fierté ressentie par les enfants de voir leurs parents ainsi mobilisés est maintes fois exprimée par les parents.

Ce que l'on a appris du côté des professionnels

Durant ces cinq années d'action-recherche, les professionnels investis dans le chantier – salariés des collectivités locales, des associations, membres de l'Éducation Nationale –, ont fait évoluer leurs propres pratiques, entre les expérimentations locales et les rencontres dans les séminaires nationaux.

Ce chantier a ouvert les professionnels à une prise de conscience : créer les conditions pour que les parents, notamment les plus éloignés de l'école, soient acteurs des dynamiques éducatives locales implique une action en trois temps : vouloir, pouvoir, savoir.

Vouloir (et y croire) : Vouloir est une première étape qui demande aux professionnels d'interroger leurs postures vis-à-vis des parents : cherchent-ils à produire de meilleurs parents ? Et selon quels critères ? Cherchent-ils simplement à permettre à tous les parents de jouer pleinement leur rôle au bénéfice de la réussite de tous les enfants ?

Les professionnels ont relevé l'importance de laisser de la place aux parents, accepter les différences, ne pas être dans le jugement, notamment dans les pratiques éducatives, ce qui interroge le professionnel dans ses propres pratiques éducatives. Après tout, un professionnel peut être aussi un parent ayant des difficultés. Enfin, ne pas être dans l'omnipotence de celui qui sait tout et peut tout faire.

Aller à la rencontre des parents, dépasser ses craintes et ses représentations, accepter l'idée que l'on va apprendre d'autres « non professionnels », qui pour autant ne sont pas des « amateurs », tout cela implique aussi l'acceptation de travailler avec d'autres, professionnels ou non, inscrits dans d'autres organisations. Il s'agit pour cela de leur reconnaître une légitimité équivalente dans l'action éducative, ce qui peut revenir à prendre des risques.

Pouvoir (et avoir...les moyens de) : Ce changement d'état d'esprit, cette ouverture à l'autre, doit, pour s'installer dans la durée, pouvoir bénéficier d'un portage politique et hiérarchique fort, un mandat clair et établi qui prend la forme d'une délibération, d'un texte ou d'un projet. La dimension politique concerne l'engagement au plus haut niveau de l'organisation dans laquelle nous agissons. La dimension hiérarchique, quant à elle, donne l'autorisation de faire, mais également les conditions pour pouvoir faire.

Par exemple, à Guéret, le chantier a fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2011, d'une fiche action Parentalité et Cohésion Sociale, d'une convention signée entre la Ville de Guéret et l'Inspection académique de la Creuse et d'une convention entre la ville de Guéret et l'Université de Limoges.

Il s'agit également d'accepter l'idée que le résultat d'une action n'est pas forcément le seul but à atteindre, mais que le processus et les démarches engagées pour y arriver sont au moins tout aussi importants.

Parole d'enseignante : « Sur les 108 heures dont on peut disposer comme on le choisit, on prend, disons, 15 heures pour les contacts avec les parents » (Une enseignante à Guéret, prenant conscience d'une réelle marge de manœuvre existe, finalement peu investie pour rencontrer les parents)

Savoir (et interroger son savoir) : Agir ensemble nécessite une certaine remise en question de ses pratiques, ses postures, ses savoir-faire et savoir-être. L'idée : ne plus faire pour, mais avec les parents en allant vers eux. La question de la confiance est alors primordiale : donner confiance aux individus, faire confiance en leur capacité à se mobiliser et à agir, créer les conditions pour qu'ils prennent confiance en eux.

Dans un premier temps, cela nécessite de questionner certaines formations initiales (des enseignants, des acteurs socio-éducatifs) pour intégrer la relation aux parents.

Au-delà, il s'agit d'interroger et de renouveler sans cesse ses pratiques professionnelles, par de la formation, voire de la co-formation avec des parents, de privilégier les méthodes actives, la mise en mouvement, plutôt que la simple prise de parole autour d'une table.

Au cours de l'action-recherche, nous avons expérimenté, par exemple, le recours aux mises en situation, aux jeux de rôle... Pour se consolider, ces démarches doivent devenir le projet de l'organisation, et non celui d'une seule personne. Cela nécessite des transmissions permanentes en interne, mais également vis-à-vis de l'externe, en « transmission virale » auprès des partenaires.

Toutes ces réflexions ne relèvent pas de dispositifs ou de méthodes à appliquer. Pour chacun des projets, chacune des problématiques sur chacun des territoires, il est nécessaire d'avoir les capacités, savoir-faire et marges de manœuvre pour réaliser un travail sur-mesure.

Enfin, pour faire la démonstration des avancées, il est nécessaire de produire des traces écrites, visuelles, orales, à la fois comme outil de mémoire du chemin parcouru, et comme témoignages de ce qui a fonctionné et de ce qui doit être amélioré.

Les conditions essentielles à la réussite des démarches :

Être préoccupé, en permanence, par la mobilisation de tous : parents, bénévoles et enseignants. Cette dimension est cruciale et doit faire l'objet de démarches spécifiques tout au long du projet. Maintenir la mobilisation implique de jalonner le projet d'avancées fréquentes, de « petites victoires » qui, accumulées dans le temps forment un changement plus profond.

Se soucier du temps, dans toutes ses dimensions : la ponctualité de la rencontre, le temps long nécessaire pour faire changer les choses, la continuité des projets à maintenir malgré les possibles changements de personnes, etc.

Privilégier le collectif, et pas uniquement l'animation de groupes de parents, pour que les professionnels s'investissent pour le groupe, interrogent leurs postures, décroissent leur organisation.

Reconnaître l'implication des parents et des professionnels pour faire avancer les choses. Celle-ci peut être formelle ou non. Il s'agit de reconnaître les acquis des parents dans ce type de démarche, valorisable à titre individuel pour des parcours professionnels.

Travailler avec les parents : adapter, « normaliser » ou renforcer leur pouvoir d'agir et co-éduquer ?

Les parents « partenaires », une évolution qui ne profite pas à toutes les familles...

Cette question est toujours en tension. Lorsque l'École propose aux parents d'élèves de participer, c'est l'institution qui définit la place et le rôle qu'elle entend leur attribuer.

Ce rôle correspond à une certaine image de ce que serait le « bon parent » qui accepterait de coopérer avec les autres éducateurs pour « le bien et la réussite » de ses enfants. Dans son livre *Ecole et familles populaires*, Pierre Périer montre qu'il y a là pas seulement un malentendu mais également une impossibilité, dans les conditions actuelles, de trouver un terrain de compréhension mutuelle et d'entente.

Des actions sociales prises au piège de la norme

On retrouve ce problème avec les dispositifs d'appui à la parentalité qui tendent aussi vers une posture normative et « réparatrice » envers les parents (comme une sorte de « soin » collectif). Cette posture, plus douce et intégrative que celle de l'École doit cependant nous amener à nous poser des questions par rapport à nos valeurs et nos objectifs.

Les questions à se poser en amont des démarches

Pourquoi en tant que professionnels, bénévoles ou institutions du champ éducatif et social, voulons-nous travailler avec les parents ?

S'agit-il d'une participation « alibi » pour légitimer nos actions (où la mise en avant de quelques parents peut d'ailleurs parfois faire écran aux attentes d'autres populations) ? Ou d'un accompagnement visant l'autonomie et l'émancipation des individus ?

Rendons-nous possible une liberté de parole et de choix ? Qui définit les termes du problème, établit les règles, pilote la démarche, évalue les actions ?

Est-on prêt à lâcher du pouvoir ? A favoriser l'organisation collective des parents ? A accepter qu'ils apportent voire demandent autre chose que ce que l'on attend ?

Va-t-on s'arrêter dès que notre champ d'intervention officiel sera dépassé ? Accepterons-nous que des groupes de parents prennent progressivement leur autonomie ?

Une démarche éducative et citoyenne

Il y a là un point essentiel de ce que nous avons pu retirer des différentes expériences locales : viser l'autonomie et la co-construction avec les parents nécessitent d'abord de rencontrer les parents tels qu'ils sont, dans leur diversité culturelle et sociale et d'imaginer avec eux des formes d'implication qui leur conviennent et dont il puisse tirer parti.

Cela suppose de construire avec eux les actions dès leur démarrage, de les inciter à se nourrir du dialogue avec d'autres parents vers lesquels ils peuvent aller eux-mêmes et de s'assurer de notre côté des moyens que nous détenons pour faire aboutir les stratégies qui seront élaborées avec eux et leur permettre d'influer réellement sur les actions éducatives et sociales.

Il est important de ne pas dissocier la capacité des parents à agir sur leur vie de celle à agir sur leur environnement, individuellement et collectivement. I

Il y a bien là une démarche politique qui ne vise pas à « adapter » les parents (en particulier les familles dites « pauvres » ou « populaires ») au système en place mais à expérimenter les conditions de possibilités d'un agir ensemble pour le bien commun et notamment la réussite de tous les enfants (ce qui nécessite de penser également la manière d'associer les enfants pour partir de leur expérience de l'école, faire évoluer les représentations et leurs conditions de vie).

Ce que l'on a appris : du côté des institutions

Les différents sites impliqués dans le chantier aboutissent à la même conclusion : il n'y a pas d'évolutions durables sans des institutions – villes, Éducation Nationale et associations – soutenues par leur hiérarchie et par les élus. Le rôle de ces autorités s'articule autour de plusieurs missions :

Impulser, autoriser, laisser faire : Parce qu'un changement de regard, de posture nécessite une large part de volontarisme, cette opération ne peut se passer de l'autorisation et du soutien des institutions. En pratique, de telles démarches s'épuisent et échouent quand les institutions – scolaires, mais aussi les collectivités et les associations – n'en reconnaissent pas la légitimité, voire, s'y opposent.

Donner les moyens : L'animation de ces démarches et le travail par groupes de pairs nécessitent du temps et de la méthode. Pour que tous puissent y participer, et notamment les enseignants au cœur de la démarche de co-formation, il est indispensable que cette mobilisation soit décomptée de leur temps de travail.

Permettre les évolutions d'organisations : Changer de posture vis-à-vis des parents et se donner les moyens d'entrer en relation avec les plus éloignés des structures implique des réorganisations au niveau de l'accueil, des missions d'animation...

Inscrire les démarches dans le temps : Au-delà de l'expérimentation portée par des professionnels volontaires et engagés, la pérennisation et l'essaimage des démarches nécessitent leur inscription dans les cahiers des charges des services et les fiches de poste des salariés concernés. L'enjeu : faire en sorte que les méthodes innovantes ne disparaissent pas avec les mouvements professionnels de celles et ceux qui les ont lancées.

Valoriser le partenariat : Pour être fécond, le partenariat entre les différents acteurs éducatifs (Éducation Nationale, collectivités locales et associations) doit être porté et valorisé par les différents responsables. Il doit également être garanti dans le cadre de conventions explicites permettant également de ne pas être complètement tributaires des individus qui les ont initiées.

Ce qui a changé

Un cadre légal encourageant : Au cours de cette action-recherche, les textes officiels – lois, circulaires, décrets* – ont fortement réévalué les sujets sur lesquels nous avons travaillé : la place des parents et la réussite de tous. Une prise de conscience, venant notamment de l'Education Nationale, mais aussi de la refondation de la politique de la Ville, semblent aller dans le bon sens. Elles créent notamment un cadre plus favorable à ces évolutions et à leur portage par les chaînes hiérarchiques impliquées dans ces processus.

Ce qui doit changer

- 1 **Inscrire la relation aux parents dans les plans de formation initiale et continue des enseignants**, des personnels de l'éducation nationale et des établissements en favorisant l'intervention de parents et d'acteurs déjà formés.
- 2 **Valoriser dans les programmes de formation** de tous les acteurs éducatifs et sociaux la participation des parents.
- 3 **Mettre en place des formations territorialisées multi-acteurs** incluant des enseignants, des professionnels-des associations ou des villes et des parents, en s'inspirant des démarches de co-formation mises en oeuvre pendant le chantier. Cela nécessite d'impliquer à la fois l'éducation nationale, la politique de la ville et les collectivités locales.
- 4 **Dégager et garantir du temps pour tous les professionnels, et notamment les enseignants** afin qu'ils puissent participer aux démarches partenariales et de croisement avec les parents.
- 5 S'appuyer sur la mise en place des **volets éducatifs des contrats de villes**, la généralisation des **projets éducatifs de territoire** et la réforme du collège pour **associer les parents le plus en amont possible** (en s'inspirant des démarches du chantier pour que **tous** les parents soient associés), et l'ensemble des co éducateurs à son élaboration et en créant des coopérations entre l'école, les parents et les autres acteurs éducatifs du territoire.
- 6 **Dégager les moyens matériels** qui rendent possible les rencontres et l'animation des démarches, dont la création d'espaces parents dans les écoles et les collèges, mais en veillant à garder une grande souplesse dans les modalités de mise en oeuvre et d'animation.
- 7 **Dégager des moyens humains pour l'animation** des démarches mais également les gardes d'enfants permettant la mise en place dans la durée de ces démarches de mobilisation.
- 8 **Développer dans tous les autres espaces éducatifs** les démarches de coopération avec les parents les plus éloignés.

Des convictions raffermiss

Le chantier porte la conviction « qu'en associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir ». Dans son énoncé, un lien existerait entre participation et réussite des enfants. La participation des parents pourrait être comprise comme la composante manquante à la réussite des enfants. Le lien n'est pas aussi mécanique et le chantier a mis en évidence la difficulté voire l'impossibilité de mesurer la réussite des enfants, mais est-ce possible ?

Par contre, rendre possible la participation des parents est une condition essentielle qui nécessite des méthodes, du soin mais elle n'est pas suffisante. C'est la rencontre de tous les éducateurs qui favorisera la réussite.

« Par le long compagnonnage entre des parents n'ayant, comme la plupart des gens, pas passé toute leur jeunesse à l'école et des professionnels de proximité intervenant dans les structures éducatives et les écoles, professionnels animateurs de réseaux ou de dispositifs, élus et chercheurs », le chantier confirme quatre convictions politiques (Les quatre convictions présentées ci-dessous sont issues du rapport final du site de Brest par Labers – UBO):

1. Tous les parents quelles que soient leurs conditions de vie sont des acteurs. Même si nous semblons parfois écrasés par les difficultés et les problèmes, que nous sommes soumis à de fortes contraintes que nous ne maîtrisons que partiellement, nous n'en restons pas moins des parents acteurs, en mesure de faire des choix, d'exprimer des préférences, des désirs, des idées, des réflexions concernant notre/nos enfants, et les enfants en général .

2. Tous les adultes sont collectivement responsables de l'éducation des enfants et des jeunes. Etre parent acteur ne signifie pas que nous soyons seuls responsables de l'éducation de notre/nos enfants : en matière d'éducation des jeunes générations, tous les adultes sont collectivement responsables, ils ont tous leur rôle à jouer. Cependant, dans notre culture, les parents ont la responsabilité légale et l'usage veut que ce soit eux qui soient en première ligne. Ils sont donc coordinateurs de l'éducation du fait de leur présence sur la durée auprès de l'enfant.

3. On ne naît pas éducateur (parents ou professionnel), on le devient. Devenir éducateur – parent ou professionnel - cela s'apprend. Ce n'est ni une qualité innée, ni une propriété sociale réservée à certains milieux sociaux. D'autre part, c'est évolutif : selon les moments de vie, les histoires de chacun, les formations reçues, les expériences traversées, une amélioration peut s'opérer dans la prise en compte des besoins du/ des enfants dont on a la charge et dans sa capacité à y répondre.

4. Une société démocratique se construit avec des citoyens égaux en droits et en dignité et qui débattent. Dans une démocratie, si nous souhaitons prendre les décisions favorables au plus grand nombre et construire des services publics de qualité, nous avons tous notre mot à dire.

Les réseaux qui ont animé le chantier

Inter réseau du développement social urbain (IRDSU) : L'IRDSU est une Association qui regroupe 18 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et 170 collectivités territoriales abonnées. Elle touche actuellement plus de 7 800 professionnels et partenaires.

Fédération générale des PEP (FGPEP) : Fédération d'un réseau associatif national qui pour le droit et l'accès de tous à l'éducation, à la culture, à la santé, aux loisirs, au travail et à la vie sociale dans le domaine éducation et loisirs et social et médico-social.

Promotion des Initiatives Sociales en Milieux Educatifs (PRISME) : Un réseau national d'une cinquantaine d'experts (agents publics, élus, asso-cia-tions, consul-tants, experts) : de l'éducation, de la jeu-nesse et du social, de l'ingénierie sociale et éducative, de la for-mation permanente, de l'éducation à l'image, des TICE et logiciels libres.

Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (FCPE) : La FCPE est la première fédération de parents d'élèves. Elle est présente dans la plupart des établissements où elle participe à la vie scolaire pour défendre l'intérêt des enfants et représenter les parents. La FCPE est une force de proposition et d'action.

ATD Quart Monde : ATD Quart Monde veut contribuer à bâtir une société où chacun sera respecté dans son égale dignité et y aura sa place pleine et entière. Pour cela, il veut donner la priorité aux plus démunis, aux plus exclus : si la société ne se bâtit pas à partir d'eux, ils resteront toujours à la marge ou n'auront accès qu'à des sous-droits ou des droits particuliers.

Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France (FCSF) : La Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), tête du réseau des 1 000 centres sociaux qui lui sont affiliés, a pour missions d'assurer la communication, de soutenir le développement des fédérations et des centres existants, de former et de qualifier les acteurs du réseau, salariés et bénévoles.

Association des collectifs Enfants, Parents, Professionnels

(ACEPP) : L'ACEPP, un mouvement national de parents et de professionnels, acteurs et citoyens, porteurs d'initiatives parentales. Un réseau de 800 lieux d'accueil sur tout le territoire, organisé en de multiples formules et services.

La Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion (Rhône Alpes) :

La Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion est une association dont le Conseil d'administration est composé des partenaires sociaux, d'associations de lutte contre la pauvreté, et de collectivités locales. Son rôle est de produire sur les situations de pauvreté/précarité en région Rhône-Alpes une connaissance qui soit « mobilisatrice pour l'action ».

Les 21 sites du chantier

11 AVRIL 2015 RENCONTRES NATIONALES

« En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir »

Les sites engagés





**« En associant leurs parents,
tous les enfants peuvent réussir »**